

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19854 - 76ÈME ANNÉE

Plusieurs principes fondateurs pour la prochaine mandature au Conseil régional

Régionales : Ericka Bareigts veut redonner confiance aux Réunionnais

Ericka Bareigts tenait hier une conférence de presse avec plusieurs de ces co-listiers. La tête de liste de **Nouvel avenir de La Réunion** a dévoilé la partie du programme destinée à redonner confiance aux Réunionnais.

A La Réunion, chaque élection est l'occasion de constater une progression inexorable de l'abstention, avec comme exemple une minorité des électeurs qui a participé aux premiers tours des législatives, des départementales, des régionales et des municipales organisées entre 2015 et 2020. Cette désaffection découle notamment d'un manque de confiance entre les électeurs et les élus qu'ils choisissent pour les représenter. Les deux mandats de Didier Robert à la direction de la Région Réunion n'ont pas arrangé la situation.

De collectivité d'investissement avec plus de 66 % de son budget qui y était consacrée avec une épargne de plus de 120 millions d'euros laissée par Paul Vergès, la Région Réunion est devenue depuis 10 ans un guichet de distribution d'argent public, avec moins de la moitié de son budget destiné à l'investissement. Les citoyens ne sont pas les seuls visés par cette politique clientéliste construite à partir de distribution de bons de réduction pour acheter des ordinateurs ou des voyages offerts à de nombreuses familles qui ont déjà



les moyens de se payer ces biens et services. Les communes sont également dans le collimateur de la Région Réunion, car Didier Robert a lancé une politique de soutien à ces collectivités. Mais est-elle vraiment équitable ? Tel est le contexte de la conférence de presse tenue hier par Ericka Bareigts, tête de liste de **Nouvel avenir de La Réunion**, soutenue par le PCR.

Halte aux aides à la tête du client

« Redonner confiance par un sursaut moral. Avec les colistiers de notre liste, nous souhaitons redonner confiance aux Réunionnaises et Réunionnais en nos institutions.

Cette confiance doit être rétablie entre la Région et la population, notamment notre jeunesse, entre la Région et le territoire. Nous avons besoin de plus de dialogue, de citoyenneté plus de transparence, plus d'éthique » : tel est le mot d'ordre d'Ericka Bareigts, candidate aux régionales à la tête de la liste **Nouvel avenir de La Réunion**, soutenue par le Parti communiste réunionnais.

C'est ainsi que la candidate souhaite construire des partenariats avec d'autres collectivités indépendamment de la couleur politique de la majorité municipale. La maire de Saint-Denis constate en effet que sa commune a été quasiment abandonnée par la Région Réunion dirigée par Didier Robert, quand d'autres municipalités dirigées par des membres de sa majo-

rité ont bénéficié de dotations bien plus généreuses rapportées au nombre d'habitants. Si d'après Ericka Bareigts, la commune de Saint-Denis n'a obtenu que 60 euros par an et par habitant d'aides de la Région Réunion, d'autres communes ont eu droit à 2500 euros par an et par habitant. C'est pourquoi elle rappelle qu'en étant à la direction de la Région Réunion, Ericka Bareigts mettra de l'ordre dans ce régime qui pénalise non seulement Saint-Denis mais aussi d'autres communes.

Charte de l'élu, comité de déontologie et commission citoyenne

Rappelant que 40 % des Réunionnais vivent sous le seuil de pauvreté, Ericka Bareigts appelle à mettre fin aux gaspillages d'argent public. Afin de renforcer la crédibilité des élus, le programme prévoit une charte de l'élu, ainsi qu'un comité de déontologie. Numéro 2 sur la liste, l'avocat saint-pierrois Norman Omarjee estime important de fixer un cadre. Autre membre de la

liste au titre de la société civile, Guillaume Robert a présenté l'idée d'une commission citoyenne travaillant avec les élus de la Région. L'objectif est d'avoir des avis sur les dossiers importants avant toute décision. Guillaume Robert ajoute qu'il sera possible pour tout citoyen de faire remonter ses remarques par l'intermédiaire d'une plate-forme en ligne.

M.M.

Plusieurs principes fondateurs pour la prochaine mandature au Conseil régional

Didier Robert condamné à 15 mois de prison avec sursis et 3 ans d'inéligibilité

L'annonce du verdict ce matin confirme les réquisitions au procès du président de Région le 22 mai dernier. Le président de Région Réunion était poursuivi pour des faits relatifs à la gestion d'argent public, notamment pour un salaire qu'il s'était octroyé quand il cumulait le poste de PDG de la SPL Musées régionaux avec celui de président de Région. Didier Robert compte faire appel ce qui suspend l'exécution de la peine en attendant un nouveau procès.

A un mois du premier tour des élections régionales, le président sortant de la Région Réunion et candidat à sa réélection, Didier Robert, a été condamné ce matin par le tribunal correctionnel de Saint-Denis à une peine de 15 mois de prison avec sursis. C'est la première fois qu'un président de la Région Réunion est condamné pour des faits relatifs à la gestion d'argent public placé sous sa responsabilité.

Rappelons que la Région Réunion est le principal actionnaire de la



SPL des Musées régionaux, et verse chaque année une subvention d'équilibre à cette institution. Ayant perdu son mandat au Sénat, Didier Robert est alors devenu PDG de la SPL avec à la clé un salaire très important qui s'ajoutait à l'indemnité de président de Région. Pendant ce temps, la SPL licencierait plusieurs travailleurs en raison de difficultés économiques. C'est en novembre 2018 que l'affaire est révélée par notre confrère du « Quotidien » et cela en pleine

crise des gilets jaunes. Depuis, la procédure a suivi son cours, et Didier Robert est donc condamné à de la prison avec sursis, ainsi qu'à plusieurs années d'inéligibilité. Le président de la Région Réunion compte faire appel ce qui suspendra l'application de la peine en attendant la tenue d'un nouveau procès.

M.M.

Edito

La jeunesse à l'épreuve de la Covid

La pandémie de COVID-19 a bouleversé la vie familiale dans le monde entier. Quasiment tous les principaux indicateurs de l'enfance ont régressé un an après la déclaration de pandémie, laissant les enfants confrontés à une nouvelle normalité dévastatrice..

L'année dernière, le nombre d'enfants affamés, isolés, maltraités, anxieux a augmenté. Parallèlement, leur accès à l'éducation, aux possibilités de socialisation et à des services essentiels tels que la santé - y compris les vaccinations de routine -, la nutrition et la protection a diminué. La pandémie affecte également la santé mentale des jeunes et plonge leurs familles dans la pauvreté. De tels bouleversements sociaux et économiques augmentent les risques de mariage pour les filles les plus vulnérables.

Pour plus de 168 millions d'élèves dans le monde, les écoles sont fermées depuis près d'un an. Deux tiers des pays dont les écoles sont complètement ou partiellement fermées se trouvent en Amérique latine et dans les Caraïbes. La pauvreté des enfants devrait augmenter d'environ 15 %. D'après les projections, 140 millions d'enfants supplémentaires vivront au-dessous du seuil de pauvreté. Au moins 1 élève sur 3 n'a pas pu accéder à l'enseignement à distance pendant la fermeture de son école. Parmi les enfants et les jeunes, au moins 1 sur 7 a été soumis à des mesures de confinement pendant la plus grande partie des 12 derniers mois, ce qui est source d'anxiété, de dépression et d'isolement.

Les séquelles pour cette génération seront les mêmes que pour les générations ayant connu la guerre mondiale. Cette génération aura connu l'angoisse de l'enfermement, la déscolarisation, l'aggravation des conditions d'existence. Et pour renforcer l'angoisse, le message gouvernemental est catastrophique. On sacrifie la jeunesse pour préserver les personnes âgées. Cette génération acceptera elle d'être toujours la grande sacrifiée. Nous courrons le risque de voir s'effriter le pacte social par la révolte de la génération sacrifiée par la Covid. Nous le voyons déjà par la volonté de certain de mettre fin au système de retraite par répartition basée sur la solidarité entre les générations, pour mettre en place un système par capitalisation basé lui sur la propre capacité à épargner. Aujourd'hui, encore plus qu'hier, il faut faire le pari de la jeunesse et inventer des nouvelles solidarités.

« La jeunesse est une ivresse continuelle ; c'est la fièvre de la santé ; c'est la folie de la raison. »
La Rochefoucauld

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année
Directeurs de publication :
1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany
Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ;
1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX
Rédaction
TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re
SITE web : www.temoignages.re
Administration
TÉL. : 0262 55 21 21
Publicité : publicite@temoignages.re
CPPAP : 0916Y92433

Oté

Alon ékoute in néstan lo lansien prézidan Chirac, in dirizan téi koné koman bande loksidan la sègne l'Afrik

Mi sorte lire par-la la Franss la bare d'in tré larzan èl la anprète in péi i apèl La somalie par l'fète péi-la na poin lo moyin pou ranbours son dète. Néna poin lontan-inn dé somenn-mwin la lir galman Trézor piblik franssé la rovèrss sink milyar lo bank l'Afrik dé l'ouest. Dabitide bande prézidan franssé dsi la finission zot manda i fé band zopérassyon konmsa.

Sa i pèrmète demoun i bègn dann léspri kolonyal, la plipar d'tan viktime lésploitàssyon kapitaliste-pou di bande péi l'Afrik é lo bande prézidan i profite La franss tanksétassé konmsa zot i pé anrishi azot é profite dsi lo do zot pèp après soufèr la fain épi la mizère. Mwin la même antande in pé après di olèrk gaspiye larzan franssé pou gonf lo pla band dirizan afrikin, noré té pli valab donn so moné-la, bande rényoné la si tèlman bézoin.

Sèl zafère mi pé di, sé ké La franss-gouvèrnman gosh konm droite-la ésploite band péi l'Afrik é la pa mwin solman-in sinp ti kolon-i di sa, mé na poin pli sévère ké band kozman Jacques Chirac dann la finission son manda é mèm après. Si zot i rapèl bien mwin la fine mark sak lansien prézidan la di. Li la di :

« Nous avons saigné l'Afrique pendant quatre siècles et demi, Ensuite, nous avons pillé ses matières premières ; après, on a dit : 'Ils (les Africains) ne sont bons à rien.' Au nom de la religion, on a détruit leur culture et maintenant, comme il faut faire les choses avec plus d'élégance, on leur pique leurs cerveaux grâce aux bourses. Puis, on constate que la malheureuse Afrique n'est pas dans un état brillant, qu'elle ne génère pas d'élites. Après s'être enrichi à ses dépens, on lui donne des leçons. »

Mi pé kante mèm azoute in n'afère : toute bande dirizan La franss la zamé vouli dékoloniz bande zansien koloni l'Afrik pars sansa La franss noré té sak èl i lé, in moyène puissans. De Gaulle téi panss konmsa, Pompidou galman, épi Giscard, épi ankor Mitterrand, san konté Chirac li mèm, Sarkozy, Hollande li mèm é l'inkroyab Macron... Alor nou, sinp pti kolon, sinpe sitioyin ziskakan nou va lèss banna bèrne anou. Dann zot banké ni manze lo myète, ni kontante anou avèk bande zo épi la kroute gato la tonb sou la tab é ni défandré azot ? Bande goiman, bande profitère sé band kolonyo, la pa nou. In n'afère a pa oubliyé é sirtou alo bien r oflèshi kozman-la : »Kan in pyé d'boi lé atèr, toulmoun i marsh dsi son tron. «

Justin